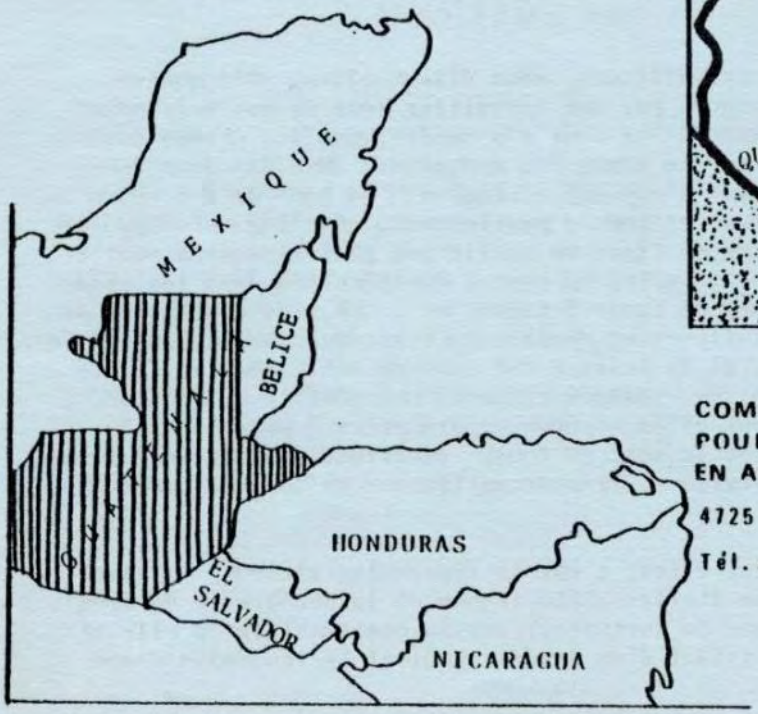
# CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION VOL. I No 3 JUIN 1980

# GUATEMALA




COMITE CHRETIEN
POUR LES DROITS HUMAINS
EN AMERIQUE LATINE
4725 St-Denis Montréal, Qué.
Tél. 845-0511

# DES DAMES A CHEVEUX BLANCS NOUS ONT RACONTÉ

EDITORIAL.

Deux dames, l'une de 70 ans, l'autre de 66 ans, ont fait récemment un voyage au Guatémala et nous ont raconté ce qu'elles y avaient vu. Leur témoignage est, croyons-nous, d'une vérité et d'une simplicité touchantes, et révèle le drame vécu par le peuple guatémaltèque, vu par deux Québecoises plusieurs fois grands-mères. Nous tairons cependant leur identité puisqu'elles ont, l'une un fils, l'autre une fille mariée à un guatémaltèque, vivant actuellement au Guatémala.

Ce qui frappe d'abord nos deux voyageuses, c'est l'extrême pauvreté que connaissent la majorité des gens, surtout les indiens, malgré les grandes richesses du pays. L'une d'elles nous dit: "Leur plus grand malheur, c'est de vivre dans un pays si riche!" Les salaires très bas (1.50 par jour) sont pour elles responsables de cette pauvreté, surtout en considérant le prix élevé des denrées alimentaires, en particulier du riz et des lentilles qui constituent la nourriture habituelle des pauvres. Ces mêmes salaires ne permettent pas aux familles d'acheter des médicaments quand les enfants sont malades. Comme la majorité des maisons sont de simples cabanes, non chauffées (dans les montagnes le climat est très froid), sans eau courante et sans électricité, les maladies de toutes sortes pullulent: paludisme, malaria, fièvre jaune, tuberculose, pneumonie...etc., encore aggravées par la malnutrition. Par exemple, l'une d'elles a vu un enfant arriver à l'hôpital avec une tuberculose avancée, et on a découvert en plus 25 sortes de parasites qui lui rongeaient l'intérieur!

Malgré tout, les gens sont très travailleurs, nous disent-elles. Dès quatre heures du matin, les paysans des montagnes partent travailler leur champ; très souvent, ils doivent marcher plusieurs kilomètres pour s'y rendre, car les champs sont situés sur des pentes très inclinées sur le flanc des montagnes. Une des deux dames nous racontait comment un de ces paysans s'est tué en tombant "en bas" de son champ! Le travail des champs est donc très dur, et tous y participent, même les enfants. Comme ce que rapporte ces petits lopins de terre ne suffit pas généralement à nourrir la famille, les paysans descendent sur la côte, au moment des récoltes dans les grandes plantations de café, de caoutchouc, de canne-à-sucre, etc. Là, les conditions de travail "sous pression" y sont particulièrement pénibles. Les travailleurs sont payés au poids du produit qu'ils récoltent, et la balance est souvent détraquée, ou falsifiée, toujours à leur détriment, bien sûr. Malgré cette vie si pénible, inhumaine, les paysans et les indiens, nous disent-elles, sont toujours prêts à collaborer à tout ce qui peut contribuer à améliorer le sort de tous; construction d'une clinique, d'une école..etc., et sont très hospitaliers, très accueillants, ce sont des gens charmants, nous confient-elles.

Mais la grande horreur nous disent-elles, c'est la répression violente à laquelle ces gens doivent faire face. L'une d'elles a été témoin de la découverte de cinq cadavres de jeunes, portant des marques de tortures, dans la petite ville où elle séjournait. L'autre nous relate l'assassinat d'un leader syndical le lendemain d'une

grève dans une plantation, où on avait enfin gagné une augmentation de salaire considérable. Elles nous montrent des coupures de journaux où l'on rapporte la découverte de cimetières clandestins avec des dizaines de cadavres, des personnes portées disparues..etc. Les villages indiens sont envahis par l'armée qui saccage les champs, vole les pauvres effets des maisonnettes, viole les femmes, même les vieilles dames ou celles qui sont enceintes, bref sème la terreur partout. Par exemple, passe un camion rempli de soldats; ceux-ci tirent sur trois paysans sur le bord de la route, puis les affublent de blouses kakies... pour ne pas être accusés de ne pas lutter contre la "subversion".

Même les prêtres et les catéchètes, ceux qui parlent en faveur des pauvres, sont victimes de la répression. Mais ce n'est pas toute l'Eglise, malheureusement qui parle en faveur des pauvres. Selon elles, la parole et les gestes de certains, même des évêques, sont anti-évangéliques, et les scandalisent. Certains évêques accusent les pauvres au lieu de les défendre. Et il y a beaucoup d'abus, comme celui de charger $5. pour une messe, c'est-à-dire le salaire de plus de trois jours, à ces paysans qui sont, d'autre part, très religieux.

Heureusement, plusieurs prêtres des paroisses pauvres, et des communautés religieuses comme les Jésuites, ont clairement pris la défense des pauvres. Ils sont aujourd'hui menacés, et elles nous manifestent leurs inquiétudes pour ceux-là. Elles nous disent qu'il faut faire quelque chose: ils ont besoin de notre appui. L'une d'elles, après avoir entendu parler l'évêque d'Escuintla, par exemple, s'est dit que son discours qui dénonçait les injustices envers les indiens, le mettait en danger de mort! Elles sont convaincues que si nous ne faisons rien, on éliminera purement et simplement ceux qui osent encore élever la voix contre les injustices au Guatémala.

Nous vous transmettons donc cet appel...

## *PLEINS FEUX sur LE GUATEMALA*

POPULATION: *6 millions*
*40 à 50% d'indigènes.*

L'ESPERANCE DE VIE: *41 ans.*

MORTALITE: *65% des enfants meurent de faim avant d'atteindre 5 ans.*

SANTE: *il y a 1 médecin par 4.000 habitants.*
*85% de la population souffre de malnutrition.*

REPARTITION DES TERRES: *72% des terres appartienent à 2% de la population.*

TRAVAIL: *20% de la population active sans travail.*
*52% est sous-employée.*
*1.6% est syndiquée (1974)*

ECONOMIE: *En 1975 le P.N.B. : 3,530 millions, per capita: $650.*

SALAIRE: *2/3 de la population rurale gagne moins de $ 20 (US) par mois.*
*Plus de la moitié des employés gagnent moins que $ 60 par mois*

HABITATION: *356.000 maisons seraient nécessaires seulement dans la ville de Guatémala.*
*60 % des maisons sans plomberie et 88 % sans électricité.*

RICHESSES: *Grandes richesses naturelles*
*65 % de la production est agricole: coton, bananes, canne à sucre café (7è rang des producteurs mondiaux), citronelle, quinine, bois. pêche, élevage, transformation des produits agricoles.*
*Réserves minières variées mais encore peu développées (nickel, or, uranium, pétrole).*

# LA FRANGE TRANSVERSALE DU NORD

1) La situation.

La population paysanne vivant dans la province du Quiché fait l'objet, depuis quelques années, d'une intense répression de la part des forces militaires du gouvernement. Cette répression prend des formes diverses: massacres dans la population, pillages de vilages, tortures, viols, enlèvement de paysans, saccages..... Dernièrement, l'armée a eu recours au napalm afin de terroriser la population et d'exterminer des vilages entiers.

Le gouvernement du Guatémala justifie la présence de l'armée dans cette partie du pays en prétextant la présence de foyers révolutionnaires armés. Cette assertion est ridicule, comme en témoigne un paysan de cette région: " Avant, quand il n'y avait pas d'armée, il n'y avait pas de violence, ni d'enlèvement, ni de massacre. Mais quand l'armée est arrivée en 1976, tout a commencé.... Les militaires disent qu'ils font de l'action civique, mais ce n'est pas vrai. L'armée n'a rien fait de bon pour nous. Elle prend la défense des injustices que comettent les riches et elle veut que nous continuions à courber la tête. "

2) Des groupes révolutionnaires: peut-être. Du pétrole et des minerais:assuréement.

Cette province du Quiché appartient, avec les provinces de Alta-Vérapaz, de Izabal et de Huehuetenango, à la " frange transversale du nord ", vaste bande de territoire s'étendant d'est en ouest du pays. Ce territoire renferme la plus grande concentration du potentiel minier, pétrolier et forestier du pays. Il est peuplé en majorité d'Indigènes vivant des maigres fruits qu'ils retirent de la culture de leurs lopins de terre.

Jusqu'en 1974 environ, la frange transversale du nord a très peu atiré l'attention des gouvernements et riches propriétaires, principalement occupés au plan de développement de la province du Péten, plan qui s'est avéré un échec. A partir de 1974 cependant, les prospections dans la frange ont dévoilé la présence d'importants gisements de minerais et de pétrole; à compter de 1976 environ, le développement de la frange transversale du nord est donc devenu l'enjeu économique des gouvernements de Laugerud et de Lucas Garcia, actuel président du Guatémala. La même époque a de plus été marquée par la pénétration croissante des militaires dans l'activité économique du pays. De simples protecteurs qu'ils étaient des intérêts des classes dominantes du pays, les militaires sont rapidement devenus partie prenante de l'activité économique, utilisant à leurs fins les ressources de l'appareil d'Etat et l'aide économique internationale. La frange transversale du nord constitue donc le butin économique des militaires au pouvoir et de leurs alliés.

En favorisant la venue du capital étranger et des compagnies multinationales telles l'INCO et EXXON, les militaires au pouvoir échafaudent leur fortune personnelle.

Telle est la raison de l'imposante présence militaire dans la frange transversale du nord: la protection de leurs intérêts personnels dans une région qu'ils ont tout avantage à conserver la plus stable possible.

3) Les conséquences.

Les conséquences de cette spéculation sont, pour la population habitant la frange, terribles. En plus de subir la répression des forces armées et d'être soumis à l'arbitraire le plus total, les paysans sont constamment menacés d'expropriation; c'est ainsi qu'en mai 1978, plus de 100 paysans de la région de Panzos, protestant contre un avis d'expropriation, ont été massacrés par les forces militaires. Tout récemment, les événements survenus à l'ambassade d'Espagne à Guatémala Cité ont consterné la population du monde entier.

COKE MET LE SANG EN BOUTEILLE AU GUATEMALA - BOYCOTT DE COKE

Embotelladora Guatemalteca S.A. (EGSA), la distributrice de CocaCola au Guatémala, est une des entreprises qui a le plus fait preuve de violence contre les droits syndicaux et humains. Pour défendre leurs droits et pouvoir négotier avec la compagnie, les travailleurs se sont organisés en syndicat, incorporé en 76. Depuis ce temps, EGSA a essayé de briser le syndicat par tous les moyens. Dans une lettre au Président Carter, le 20 septembre 79, le Congressman américain Don Pease (Ohio) disait: "...depuis plus de 4 ans, les travailleurs de CocaCola EGSA sont l'objet d'une campagne d'intimidation et de terreur sans merci orchestrée par la direction de l'entreprise et par son propriétaire américain John Clinton Trotter". En 1978, le secrétaire du syndicat, Pedro Quevedo y Quevedo était assassiné. En 79, leur Secrétaire Général Israel Marquez était forcé de s'exiler, après qu'il eût échappé à trois attentats, dont un devait coûter la vie à un de ses amis en visite. En avril 79, le nouveau secrétaire général, Manuel Lopez Balan était poignardé à mort. On comprend que les syndiqués craignent maintenant pour la vie de Marlon Mendizabal, leur nouveau Secrétaire Général. Le 1er mai dernier, 4 travailleurs de Coke EGSA ont été séquestrés et sont disparus. On a retrouvé les cadavres de deux d'entre eux. Malgré tout, les travailleurs continuent d'appuyer à 90% leur syndicat. Ils ont forcé la direction à négotier une nouvelle Convention Collective, même si un des négotiateurs du côté patronal ait pointé un syndiqué de son fusil, à la table même des négotiations et en présence d'un arbitre du gouvernement! La compagnie est allée jusqu'à avertir les travailleurs qu'ils ne vivront pas assez longtemps pour voir les bénéfices de n'importe quel contrat de travail!!

(Voir QUOI FAIRE? p.11)

# VIOLENCES CONTRE LE PEUPLE.

Depuis quinze mois, 4,000 personnes ont été victimes de la violence extrême qui sévit dans ce pays de façon endémique; ils ont rejoint les 50,000 morts que le régime politique du Guatémala a fait depuis vingt ans.

La longue de la répression au Guatémala est une réponse à l'histoire, également longue, des luttes menées par le peuple de ce pays pour conquérir son indépendance, son droit à la parole et se libérer de l'oppression d'un régime dictatorial qui reçoit toujours l'appui des Etats-Unis.

Qui savait que la répression politique y avait causé 50,000 morts depuis 26 ans de dictature militaire, c'est-à-dire deux fois plus que le terrible tremblement de terre de 1976? Qui savait que depuis près de 25 ans, cette petite République avait servi de laboratoire aux méthodes répressives qui se sont appliquées sur tout le continent Latino-Américain?

La violence prend plusieurs formes: on peut en distinguer cinq. En premier lieu, les disparitions et séquestrations; elles constituent le chapitre le plus lourd quoiqu'il soit assez difficile de chiffrer le nombre avec certitude. En 1979, on recensait plus de 200 enlèvements auxquels avaient assisté des témoins oculaires dignes de foi. Pour la même période, on dénombrait 483 cadavres non identifiés, mutilés, et portant des traces évidentes de tortures, trouvés sur la voie publique (on en découvre 7 à 9 par jour).

En second lieu, la torture: elle est la règle. Les 26 corps retirés le 19 mars dernier du charnier de San Juan Comalpa portaient tous des traces de mutilations. Les techniques employées sont à la hauteur du projet: garrotage, crucifixion, brûlures au chalumeau, mutilations sexuelles.

En troisième lieu, les massacres d'Indiens et de paysans, qui sont le fait de l'Armée appuyée par les grands latifundiaires. L'épisode le plus terrible eut lieu le 29 mai 1978 à Panzos, où 100 indiens Kekchi furent assassinés de sang froid par les militaires. D'autres massacres ont eu lieu au mois de mars dernier, dont celui de Nebaj: des paysans étaient allés réclamer qu'on libère de leurs camarades arrêtés le jour avant par les militaires, sous prétexte qu'ils n'avaient pas un document d'identification imposé par les militaires. Les soldats font feu sur les manifestants: 9 sont tués, parmi lesquels 5 femmes, dont deux étaient enceintes.

En quatrième lieu, les expulsions: elles constituent le recours des autorités guatémaltèques pour se débarrasser des religieux étrangers, coupables à leurs yeux de s'intéresser d'un peu trop près à la condition des paysans. C'est le cas de la soeur Raymonda Aloso, expulsée le 7 juin 1978 après une courte détention sous l'accusation d'avoir provoqué le massacre de Panzos!

En dernier lieu, les diffamations, menaces de mort et pressions: les étudiants et professeurs de l'Université San Carlos, les syndicalistes, les prêtres et plus spécialement 52 Jésuites, les juristes et avocats, les journalistes, les hommes politiques d'opposition, y sont continuellement en bute. L'E.S.A. (armée secrète anti-communiste) publie périodiquement une liste de condamnés à mort... qui sont par la suite froidement exécutés!

Peut-être faudra-t-il maintenant ajouter une autre chapitre à la violence répressive: l'usage du NAPALM. En effet, le représentant au Mexique du Front Démocratique Contre la Répression a dénoncé dernièrement que les villages de Uspantan, Cotzal et Nebaj, dans la région du Quiché, ont été bombardés au napalm au début d'avril. On ignorait le nombre de victimes.

La grande majorité des victimes sont des classes populaires: indiens, paysans, ouvriers. Sur 1,371 victimes, recensés en 1979, 1,200 sont de la classe populaire. Les chiffres fournis ici ne font état que des crimes connus: il existe un chiffre noir de la violence, difficile à évaluer. En effet, qui peut témoigner, en raison de la terreur qui y sévit, et des difficultés de communication, des massacres obscurs perpétrés par les militaires ou leurs auxiliaires contre des populations paysannnes illettrées, dans l'isolement géographique total de certaines régions telle la "Transversal del Norte".

En résumé, si, actuellement, il n'y a aucun prisonnier politique dans ce pays, c'est que les opposants y sont tou simplement assassinés! Que disent les autorités du pays à ce sujet? Le président Lucas Garcia a déclaré que: "Ce n'est pas vrai qu'il y a plus de violence au Guatémala, ce qu'il y a c'est plus de publicité autour des faits violents, et c'est ça le problème". !!

-.-.-.

## CELA S'EST PASSE A L'AMBASSADE D'ESPAGNE AU GUATEMALA . . .

A la fin de janvier un groupe d'indigènes Ixcles et Quiches sont descendus à la ville de Guatemala, comme délégués de leurs communautés respectives, pour faire connaître la situation créée par la présence de l'armée nationale dans leurs parages.

En octobre 1979, neuf paysans d'Uspantan ont été arrêtés par l'armée. En décembre, deux d'entre eux ont réussi à s'évader. Les sept autres ont été transférés à Chajui, habillés en soldats; on leur a donné des armes sans munitions, on les a laissé partir et on leur a tenu une ambuscade afin de les massacrer et de les faire passer pour des guérilleros.

Le 9 janvier 1980, l'armée est arrivée à San Pablo El Baldio; elle a menacé les enfants, les femmes et les hommes. Les soldats ont pris l'argent et la nourriture et ils ont détruit une grande partie du mobilier, des meules à aiguiser et des "ranchos". Ils ont blessé deux paysans.

A Chajul, treize paysans ont été arrêtés et torturés. De plus les filles de treize et quatorze ans ont été violées, ainsi que des femmes enceintes. L'armée est entrée par la force chez ces gens, a pris leurs papiers d'identité et leur argent.

Le 31 janvier 1980, trente-trois paysans de ce groupe sont entrés pacifiquement à l'ambassade d'Espagne. Ils ont parlé à l'ambassadeur, lui décrivant leur situation et lui disant qu'ils étaient confiants que l'ambassade reçoive leurs doléances. Ils ont demandé:

1- d'intervenir auprès du gouvernement guatémaltèque pour qu'il fasse retirer l'armée des villages occupés;
2- de dénoncer au plan international la situation qui leur était faite;
3- de leur permettre de tendre des banderoles sur la façade de l'ambassade pour faire connaître les raisons de leur venue à l'ambassade.

L'ambassadeur d'Espagne a, dès le début, accepté d'intervenir auprès du gouvernement guatémaltèque pour que le problème soit réglé. Il est immédiatement entré en contact avec son gouvernement pour le mettre au courant de ce qui se passait; puis il est entré en communication téléphonique avec les autorités guatémaltèques pour leur demander de ne pas faire intervenir la police car il voulait un règlement pacifique de cette affaire. Il s'est dit en pourparler avec les Indiens pour que ne restent à l'ambassade que les personnes indispensables. Ses tentatives pour entrer en communication avec le ministre de la Défense furent vaines, celui-ci refusant de lui répondre au téléphone. D'Espagne, le chancelier Marcelino Oreja est entré en communication avec le ministre des Affaires Etrangères du Guatémala pour lui demander explicitement le respect du territoite de l'ambassade et la non-intervention de la police.

Vers trois heures de l'après-midi, les forces armées gouvernementales ont déployé quelques six cents hommes pour encercler l'ambassade, tandis que des tireurs d'élite prenaient place et que des hommes spécialisés escaladaient les murs de l'ambassade.

Adolf Molina Orantes, ancien ministre des affaires étrangères du Guatemala, internationalement connu, et Eduardo Caceres Lenhoff, ancien vice-président au temps d'Arana Osorio, ont utilisé des mgaphones pour s'adresser aux forces de la police, en déclinant leur identité et en demandant de ne pas intervenir dans l'ambassade parce qu'elle était un territoire espagnol. En dépit de ces mises en garde, les forces gouvernementales ont escaladé les murs, brisé les fenêtres à travers lesquelles ils ont lancé des grenades et tiré à l'aveuglette. L'opération a duré douze minutes et s'est soldée par trente-neuf tués et deux blessés, dont trois victimes parmi le personnel de l'ambassade.

Le paysan Gregorio Voja Soma, seul survivant parmi tous ses camarades, a été amené à l'hopital. Le 1er février il était enlevé. Son corps, criblé de balles, fut retrouvé le 3 février devant les bâtiments de l'Université.

L'ambassadeur d'Espagne a affirmé dans une déclaration à la Radio Nationale de Madrid que "le comportement des forces de la police a été absolument intolérable". "Les revendications des campesinos étaient, à mon avis, logiques. Ils réclamaient l'ouverture d'une enquête sur les actes de répression de l'armée dans le nord du pays ....La police s'est opposée à ces revendications et a commencé à détruire la porte de mon bureau à coup de hache."

Le gouvernement d'Espagne a tenu les autorités guatémaltèques entièrement responsables et a annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec le Guatémala.

Ce massacre n'est pas un fait isolé; il n'est qu'un épisode supplémentaire d'une longue histoire de répression qui dure depuis vingt-six ans. Pour maintenir leur pouvoir, pour continuer l'exploitation et l'oppression du peuple, l'oligarchie et l'armée mettent en oeuvre la répression la plus impitoyable. En quinze mois seulement de gouvernement, Roméo Lucas Garcia a la responsabilité de 4,000 Guatémaltèques assassinés, arrêtés ou disparus. ET CE FAIT A ETE CONNU DU MONDE ENTIER !

********** ********** ********** ********** ********** **********

# les forces de la resistance

L'un des principaux éléments de compréhension des particularités, des méthodes et de l'action de l'opposition politique au Guatémala se situe dans l'invasion-coup d'Etat qui a renversé le régime démocratique de Jacobo Arbenz en 1954, mettant fin à une décade de liberté politique, d'avantages sociaux et de souveraineté nationale. L'invasion s'est produit en pleine guerre froide et a été considérée comme la première grande victoire de la CIA. Ceci a été reconnu publiquement par des hommes politiques des USA, et en particulier dans les mémoires du président de l'époque.

La période des années 54 à 60 est une période de recomposition et d'accumulation des forces, de reformulation de la stratégie à suivre, des formes de lutte à développer et des structures d'organisation à adopter.

Au début des années 60, le processus d'organisation développé au cours des années précédentes, ainsi que la décomposition du régime né de l'invasion et la modification du contexte international représenté par la fin de la guerre froide, permettent un saut qualitatif dans le développement de la lutte populaire.

En 1962, se produisent au Guatemala, diverses manifestations de protestations qui, en mars et avril débouchent sur des luttes de type insurrectionnel. C'est le début d'une étape supérieure.

Ces dernières années ont vu la constitution d'un large mouvement d'opposition politique au système en vigueur au Guatemala. Dans tout le pays, la majorité des secteurs populaires participe d'un processus d'organisation qui se compose de 2 parties principales: d'une part, les organisations armées clandestines, qui sont actuellement implantées dans tout le pays et jouissent de l'appui populaire. De l'autre, l'opposition démocratique qui comprend les principales organisations de travailleurs, de paysans, d'étudiants, d'habitants des quartiers populaires, le secteur progressiste chrétien et 2 partis de tendance social-démocrate. L'opposition armée clandestine autant que l'opposition démocratique ont développé ces deux dernières années un processus d'unification mutuelle qui permet d'envisager avec un certain optimisme l'avenir politique du Guatemala.

En février 1979 à l'initiative du Comité National de l'Unité Syndicale (CNUS) s'est constitué au Guatemala le Front Démocratique contre la Répression (FDCR). Il est le résultat d'un processus d'unité lancé par les organisations ouvrières du pays à partir de 1976. L'un des principaux objectifs du FDCR est de dénoncer la répression. De cette façon, peu de mois après sa fondation, le FDCR, par sa présence constante dans les divers conflits sociaux et politiques du pays a acquis une autorité politique toute particulière qui l'a transformé en porte-parole de toutes les luttes démocratiques au Guatemala. Actuellement, plus de 160 organisations participent activement aux travaux du FDCR et sur le plan international, les comités de solidarité existants fonctionnent comme ses porte-paroles.

Récemment le FDCR a décidé de compléter sa politique anti-répressive par un appel à "l'auto-défense organisée" dont l'idée principale serait: dénoncer ne suffit pas pour lutter contre la répression. De plus, le FDCR a développé comme plan stratégique le droit du peuple à la rebellion lorsque les voies démocratiques et le dialogue sont devenues impossibles. En résumé, les options politiques du FDCR expriment sans aucun doute le climat d'affrontement des classes vers lequel s'achemine le Guatemala avec le maintien de la dictature militaire.

Voici les objectifs de ce front:

1.- La dénonciation au niveau national des diverses formes de répression;
2.- la dénonciation au plan international pour demander la solidarité de tous les peuples avec le peuple de Guatémala;
3.- l'organisation d'une solidarité concrète avec les victimes de la répression;
4.- la constitution de missions juridiques en vue d'établir des mécanismes pour faire respecter la constitution du pays;
5.- la promotion organisée des luttes possibles contre l'escalade pour défendre la vie des dirigeants.

# QUOI FAIRE ?

**1** Le F.D.C.R. et les organisations populaires qui le composent constituent actuellement les seuls représentants légitimes du peuple guatémaltèque, et les seules organisations aptes à défendre ses intérêts. LE F.D.C.R. A BESOIN DE L'APPUI DE TOUS ET CHACUN D'ENTRE NOUS.

Un appui moral qui contribue à renforcer leurs actions et en même temps, à isoler la dictature de Romeo Lucas Garcia.

Un appui financier pour leur permettre de venir en aide aux familles des victimes de la répression, et de continuer leur travail d'organisation.

VOUS POUVEZ DONC:

1.- Ecrire une lettre d'appui au F.D.C.R., exprimant votre solidarité envers la lutte qu'il mène. Ce peut être une lettre individuelle ou collective.

2.- Envoyer votre contribution financière: faire un chèque au nom du Comité Chrétien pour la Défense des Droits Humains en Amérique Latine, en spécifiant "campagne GUATEMALA".

Le COMITE CHRETIEN POUR LA DEFENSE DES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE se chargera de faire parvenir lettres d'appui et chèques aux représentants du F.D.C.R.

-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-.-

**2** COKE MET LE SANG EN BOUTEILLE AU GUATEMALA - BOYCOTT DE COKE

L'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation (UITA) a fait des pressions sur la compagnie CocaCola Internationale, à Atlanta, pour que celle-ci vende la concession du Guatémala à un autre entrepreneur qui respecte la liberté syndicale et les droits des travailleurs guatémaltèques. Après deux rencontres, la position de Coke Internationale est toujours la même: nos concessionnaires sont indépendants, nous ne pouvons pas intervenir dans leurs affaires. Il faut donc ajouter notre pression conjointement à celles exercées par UITA et des dizaines d'organisation syndicales à travers le monde.

VOUS POUVEZ DONC:

1.- Boycotter COKE, FANTA et SPRITE.

2.- Ecrire à CocaCola International pour protester contre la répression syndicale, assassinats, renvois et intimidations que subissent les travailleurs de EGSA, et demander que CocaCola vende la compagnie du Guatémala à un nouveau propriétaire qui respecte les droits syndicaux des travailleurs.

Coca Cola International,
310 North Avenue N.W.,
Atlanta, Georgia, 30313,
U S A

# NOUVELLES

ARGENTINE: Dans une lettre datée du 21 mars 1980, les grands-mères des enfants disparus nous informent avec une grande joie que deux enfants, disparus en octobre 1977, ont été retrouvé. Il s'agit de Tatiana Jotar (7 ans) et de sa petite soeur de deux ans. Les deux fillettes correspondent au numéro 4 de la liste utilisée pour la campagne. Plus de 170,000 cartes de Noel sont parvenues aux grands-mères, selon leurs propres estimations. C'est une lueur d'espoir pour les autres. Elles nous demandent de continuer la campagne.

BOLIVIE: Deux jours avant l'assassinat de Mgr. Romero, soit dans la nuit du 21 au 22 mars dernier, le père Jésuite Luis Espinal était enlevé par des inconnus, torturé puis assassiné de douze balles d'une arme automatique. Les réactions de l'Eglise et du peuple ont été nombreuses.

EL SALVADOR: Cinq cents paysans se sont réfugiés au Séminaire et dans les églises du San Salvador. Le diocèse demande de l'aide en médicaments, parce que plusieurs sont arrivés blessés.

PUERTO RICO: Mgr. Autulio Parrilla, évêque de Puerto Rico, fait une déclaration au sujet du recensement actuellement en cours dans ce pays, recensement qu'il dénonce comme étant un moyen d'infiltration du F.B.I. et de la C.I.A.

CANADA: La Commission Episcopale pour les migrations et le tourisme de la Conférence des Evêques Catholiques du Canada, vient de publier une étude sur: "Réfugiés: ce qui s'est passé en 1979". Voici quelques données de cette étude:

| | Réfugiés dans le monde, selon le H.C.N.U.R. | Contingents pour le Canada, pour 1979 | les arrivants au Canada - 1979 |
|---|---|---|---|
| Asie | 1,323,000 | 50,000 (79-80) | 22,819 |
| Europe de l'Est | 104,000 | 2,300 | 2,225 |
| Amérique Latine et Antilles | 1,928,000 | 500 | 432 |
| Afrique | 3,543,000 | 200 | 155 |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord | 3,966,000 | | |
| Du Canada | | | 109 |

DU COMITE - CAMPAGNE DU EL SALVADOR: Les communautés chrétiennes du Québec ont bien répondu à la campagne organisée à l'occasion de l'assassinat de Mgr. Romero. 5,611 signatures ont été envoyées à l'Eglise du San Salvador et au gouvernement du El Salvador.